

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

8 février 2018

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Carrefour amasse les profits et licencie les travailleurs

Carrefour a annoncé la suppression de 1200 emplois en Belgique, dont 1052 dans les hypermarchés et 180 au siège, soit 11 % des effectifs totaux.

Les employés ont répondu le 26 janvier par la grève dans 24 des 25 hypermarchés du pays. Depuis, le travail a partiellement repris mais des grèves d'un jour sont organisées par les travailleurs dans différents magasins.

La direction a évoqué une « année difficile » et prétend que la restructuration est nécessaire pour des raisons de « digitalisation ». Il y a 10 ans, le groupe avait déjà fermé des magasins et licencié 1700 personnes pour de soi-disant problèmes de « rentabilité ». En réalité, quel que soit le prétexte invoqué, la vraie raison est évidemment l'augmentation des profits : Carrefour a fait un bénéfice de plus d'un milliard d'euros sur l'année écoulée, avec un chiffre d'affaires mondial de plus de 88 milliards. En Belgique, l'entreprise a fait 65 millions d'euros de bénéfices. C'est ce qu'ils appellent une année difficile !

Les actionnaires prélèvent chaque année 45 à 50 % du résultat sous forme de dividendes et ils comptent bien continuer à le faire. Alors, de quoi se plaignent-ils ? De rien, ils en veulent simplement toujours plus. Et ils ont marqué leur satisfaction devant le bain de sang social puisque l'action du groupe a immédiatement gagné 3%. Chaque salarié licencié signifie des bénéfices en plus pour eux.

Et il ne s'agit pas de petits poissons : parmi les gros actionnaires, on trouve au premier rang la famille Moulin, propriétaire entre autres des Galeries Lafayette à Paris, suivie de la famille Arnault, propriétaire de LVMH, première fortune de France, détenteurs respectivement de 11,5 et 9 % du capital de Carrefour. C'est pour garantir leur immense richesse que les actionnaires de Carrefour décident de sabrer dans les effectifs partout dans le monde.

Face au choc que subissent les travailleurs, les politiciens belges se sont une fois de plus ridiculisés et aplatis devant le patronat. Ils sont gluants d'hypocrisie : « Je suis aux côtés des travailleurs » a déclaré Pierre-Yves Jeholet (MR), le ministre wallon de l'Emploi, pour le fédéral, c'est Kris Peeters (CD&V) dont le « soutien va vers les travailleurs et

leurs familles ». Rassurant, le ministre Bruxellois de l'Emploi, Didier Gosuin (Defi), explique qu'il ne s'agit pas d'une restructuration mais d'une « transformation ». Les travailleurs transformés en chômeurs apprécieront la différence !

Tout le soutien que ces politiciens ont donné, c'est aux patrons. La politique « jobs jobs jobs » de Charles Michel permet aux patrons de profiter de la détresse des chômeurs pour recruter des salariés de plus en plus précaires et de plus en plus mal payés. Toutes les mesures qui ont été prises pour réduire le « coût » des travailleurs. Carrefour en a profité et a reçu des aides dont le ministre Gosuin ne va évidemment pas réclamer le remboursement.

Tous ces messieurs prônent maintenant la concertation. Ils prétendent vouloir limiter les pertes d'emplois mais dans la pratique ils ont tous les mêmes mots à la bouche : nous sommes impuissants. Quand il s'agit d'attaquer les droits de millions de familles, de baisser les salaires ou de couper dans les budgets de services publics, de l'éducation ou des hôpitaux, il n'y a pas de problème ! L'impuissance de la classe politique est évidemment feinte. Son rôle est de garantir au patronat la possibilité d'exploiter les travailleurs en réprimant toute résistance, en limitant le droit de grève, en aggravant la précarité et en faisant régner la peur du chômage et de la pauvreté.

Par principe, on ne peut rien attendre du gouvernement.

Les travailleurs de Carrefour l'ont bien compris. Beaucoup sont partis en grève dès le premier jour. Sur les piquets, personne n'a d'illusion sur les intentions de la direction, ni sur le soutien des politiciens. Certains travailleurs ne comprennent pas pourquoi les syndicats attendent. Il disent attendre d'en savoir plus, d'avoir des chiffres, de connaître les intentions de Carrefour etc. En réalité, il n'y a rien à attendre. Ce qu'il faut, ce n'est pas des discussions de salon entre directions syndicales et patronale, mais que les travailleurs montrent leur force collective et leur colère. Cela seul pourra faire reculer le patronat. Carrefour compte 375 000 travailleurs dans plus de 30 pays. Leur force, c'est leur nombre. Leur arme, la mobilisation et la grève.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Un mépris glacial !

Les agents de sécurité G4S qui surveillent les portes des dépôts se les gèlent. De petits abris ont bien été installés, mais le chauffage électrique n'est branché nulle part. La direction, bien au chaud dans ses bureaux à l'Atrium, a décidé que ce chauffage n'est pas nécessaire. Elle soutient l'opération thermos à la gare centrale qui vient en aide aux plus démunis mais laisse les agents de sécurité dans le froid, sans boisson chaude, sans même un mot d'encouragement. Tout son discours sur le bien-être, sur la responsabilité sociale n'est qu'un tissu d'hypocrisie qui cache mal son mépris des travailleurs !

Matériel croulant

Le 30 janvier au matin, à Stéphanie, une coupure de courant a fait dérailler le tram 97. Résultat : carrefour bloqué, un tram penché sur le côté, concert de klaxons, ... Bref, l'ambiance.

Le dispatching ne répond pas. Il manque des effectifs, les gars ne savent plus où donner de la tête.

Pas d'initiative dit la direction. Tu parles Charles ! Heureusement que les chauffeurs sont là pour faire tourner la baraque. On s'est mis à plusieurs et on a remis le tram sur ses rails. De Méeus nous fait bosser avec du matériel croulant et compte sur les bonnes poires pour sauver le bazar. Il se fout de nous. Il se fout des usagers.

Incurie patronale

A Haren, c'est entre 10 et 15 % des bus qui restent au dépôt faute de réparations.

D'abord, il n'y a pas assez de matériel ! Il arrive que les pièces apparaissent dans la base de données mais se trouvent dans un autre dépôt et ne soient pas disponibles avant plusieurs jours. Dans d'autres cas, les bus sont tellement vieux (par exemple, les A300 peuvent avoir plus de 25 ans) que les pièces sont introuvables.

Par ailleurs, les mécaniciens sont en sous-effectif. Ils n'ont pas le temps de s'occuper de ces dizaines de bus qui demandent des heures de réparation. La direction se contrefiche qu'il manque du personnel.

Bref, elle ferme les yeux sur tous ces problèmes et laisse aux travailleurs la responsabilité de sa gestion catastrophique de la flotte. Il faudra lui imposer qu'elle prenne des mesures !

Gaarde à vous !

Maggie De Block est décidément au garde à vous devant les organisations patronales. Johann Leten, le représentant de la Voka Limbourg, a expliqué dans la presse que tous les patrons voudraient baisser le nombre de malades de longue durée ! En gros, ils ac-

cusent les toubibs de faire des certificats au plus offrant. On comprend que les toubibs se soient indignés. Bon, il est bien possible que la Voka s'excuse devant les médecins. Après tout, ils sont un petit peu du même monde. Mais les patrons ne lâcheront pas l'idée.

Partout le travail est plus dur, il y a des suppressions de postes, plus de stress. Les patrons vont jusqu'à l'os. Partout, ils essayent de grappiller de l'argent pour augmenter leurs profits.

Il est évident qu'il ne faut pas les laisser faire.

Mais on peut déjà imaginer les directions syndicales s'échiner à démontrer que les patrons se trompent, que ce n'est pas rentable (pour eux) à long terme, etc. Remettre au boulot des travailleurs usés moralement et physiquement par une productivité démente, ne doit pas être négociable. Il faut leur dire non, tout de suite et maintenant. D'ailleurs, il serait bon de reprendre cette bonne vieille manière de faire : on se mobilise d'abord, on négocie après !

Qui l'eut cru !

Oh, quelle surprise ! Depuis 2007, date de la privatisation du secteur de l'énergie, la facture de gaz – électricité a augmenté de 70%. Et votre salaire, de combien a-t-il augmenté en dix ans ? Votre pouvoir d'achat, il a grandi ? Non, bien sûr !

Et donc, encore une fois, on constate ce que tout le monde sait, une privatisation fait augmenter les prix. Le blabla sur le marché et sa concurrence bienfait-sante, eh bien c'est faux, tout simplement. Pas besoin de faire des calculs savants pour le savoir. Les actionnaires privés n'ont aucune raison, contrairement à l'État, de maintenir les prix des services publics à un niveau raisonnable, accessible à la population. L'objectif des actionnaires, c'est de faire du profit.

Et pour ça, il n'y a pas des milliers de façons de s'y prendre : soit la productivité augmente, soit ce sont les prix qui augmentent. En fait, c'est souvent une combinaison des deux.

Dans un premier temps, la concurrence obligera les entreprises à maintenir les augmentations de prix à un niveau acceptable.

Mais les jeux d'achats et de ventes entre les entreprises finissent par tendre vers une situation de monopole et donc d'entente sur les prix. (Oui oui, on sait, l'Europe dit que c'est interdit...). Et là, badaboum, ils peuvent plumer le consommateur qui n'aura pas d'autre choix ! Les privatisations sont vraiment une aubaine pour le patronat.